



REPÚBLICA DE CABO VERDE
ASSEMBLEIA NACIONAL

ENTRADA Nº 220/97
Data 27.12.1997

BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO — 96\$00

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo carimbo a óleo ou selo branco.

O preço dos anúncios é de 1200\$ a lauda. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas intercaladas no texto, será o respectivo espaço acrescentado de 50%.

O mínimo de cobrança pela inserção no Boletim Oficial de qualquer anúncio ou outro assunto sujeito a pagamento é de 600\$.

Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.

Os demais actos referente à publicação no Boletim Oficial estão regulamentados pelo Decreto nº 74/92, publicado no Suplemento ao Boletim Oficial nº 26/92, de 30 de Junho

ASSINATURAS

Para o país:			Para países de expressão portuguesa:		
	Ano	Semestre		Ano	Semestre
I Série	2 300\$00	1 700\$00	I Série	3 000\$00	2 400\$00
II Série.....	1 500\$00	900\$00	II Série.....	2 000\$00	1 700\$00
I e II Série	3 100\$00	2 000\$00	I e II Série	3 800\$00	2 500\$00
AVULSO por cada página ..			6\$00		
Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.					
Para outros países:					
I Série	3 400\$00	2 800\$00			
II Série.....	2 500\$00	2 000\$00			
I e II Série	3 900\$00	2 800\$00			

7º SUPLEMENTO

SUMÁRIO

Resolução nº 39/V/96

Aprova, para ratificação, a Convenção sobre a Cooperação Sub-Regional na Prática do Direito de Perseguição Marítima, 1993.

Resolução nº 40/V/96

Constitui uma Comissão Eventual de Acompanhamento do Processo de Reforma do Código Penal, vigente.

Resolução nº 41/V/96

Aprova a Conta de Gerência da Assembleia Nacional, referente ao exercício do ano de 1995.

Resolução nº 42/V/96

Defere o pedido de suspensão temporária de mandato do Deputado Eurico Correia Monteiro, eleito na lista do PCD pelo Círculo Eleitoral da Praia.

**MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO, CIÊNCIA E CULTURA,
MINISTÉRIO DA COORDENAÇÃO ECONÓMICA E
GABINETE MINISTRO ADJUNTO DO PRIMEIRO MI-
NISTRO**

Portaria nº 54/96

Cria a Escola Secundária da Vila do Porto Novo, denominada "Escola Secundária do Conselho do Porto Novo".

Portaria nº 55/96

Cria a Escola Secundária da Vila do Tarrafal, denominada "Escola Secundária do Conselho do Tarrafal".

Portaria nº 56/96

Cria a Escola Secundária do Conselho de Santa Cruz, denominada "Escola Secundária do Conselho de Santa Cruz".

ASSEMBLEIA NACIONAL

Resolução nº 39/V/96

de 31 de Dezembro

A Assembleia Nacional vota, no uso da faculdade conferida pela alínea a) do artigo 190º da Constituição, a seguinte resolução:

Artigo 1º

É aprovada, para ratificação, a Convenção sobre a Cooperação Sub-Regional na Prática do Direito de Perseguição Marítima, 1993, cujo texto em francês e a respectiva tradução não oficial em português fazem parte integrante do presente diploma.

Artigo 2º

Esta Resolução entra imediatamente em vigor e a referida Convenção produzirá efeitos de conformidade com o que nela se estipula.

Aprovada em 12 de Dezembro de 1996.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *António do Espírito Santo Fonseca*.

CONVENTION SUR LA COOPERATION SOUS-REGIONALE DANS L'EXERCICE DU DROIT DE POURSUITE MARITIME

PREAMBULE

Les Gouvernements de la République du Cap Vert, la République de Gambie, la République de Guinée, la République de Guinée-Bissau, la République Islamique de Mauritanie, la République du Sénégal, ci-après désignés les Parties;

Ayant à l'esprit les dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, du 10 décembre 1982;

Réaffirmant leur attachement aux objectifs de la Convention du 29 mars 1985 portant création de la Commission sous-régionale des pêches;

Tenant compte de l'adoption, le 14 juillet 1993, d'une convention sur les conditions d'accès et d'exploitation des ressources halieutiques au large des côtes des Etats membres de la Commission sous-régionale des pêches;

Conscients de la nécessité d'une union des efforts pour une protection et une surveillance efficaces des eaux maritimes relevant de leurs juridictions respectives;

Convaincus que cette collaboration devra se faire, tout particulièrement, par une coordination effective des activités des structures chargées du suivi, de la protection et de la surveillance des pêches par terre, par mer et par air;

Conscients que cette collaboration oeuvre dans le sens de la réalisation des objectifs de la commission sous-régionale des pêches, qui constitue le cadre naturel de la coopération halieutique entre les Etats de la sous-région;

Conviennent de ce qui suit:

Article premier

(Objet)

La présente convention a pour objet:

- (a) de poser des règles et modalités pour le renforcement de la coopération entre les structures responsables de la surveillance des pêches des Etats parties;
- (b) de définir les principes généraux régissant le droit de poursuite exercé par tout Etat partie, à l'égard de tout navire opérant dans les eaux sous sa juridiction nationale et qui, après les sommations d'usage restées infructueuses, tente de se soustraire par la fuite au contrôle exercé par un aéronef ou un navire au service de cet Etat;
- (c) de poser les principes fondamentaux relatifs à la coopération entre les Parties à l'occasion de l'exercice de ce droit de poursuite, y compris le règlement des effets résultant de l'exercice de ce droit.

Article 2

(Définitions)

Aux fins de la présente convention et de ses protocoles d'application, on entend par:

- Etat poursuivant: l'Etat dont le navire ou l'aéronef poursuivant a le pavillon;

- Etat refuge: l'Etat dans les eaux sous juridiction duquel se réfugie le navire poursuivi.

Article 3

(Principes relatifs à l'exercice du droit de poursuite)

Tout navire en activité de pêche dans les eaux sous juridiction d'un des Etats parties à la présente convention peut être poursuivi et arraisonné par un navire ou aéronef de cet Etat, au-delà de sa frontière maritime, lorsque, après les sommations d'usage restées infructueuses, ledit navire tente de se soustraire au contrôle de l'Etat poursuivant.

La poursuite doit être exercée de façon ininterrompue:

1. sans limite au-delà de la mer territoriale;
2. à l'intérieur de la mer territoriale, dans les limites convenues par protocole entre les Parties concernées.

Le navire et/ou l'aéronef poursuivants sont tenus de communiquer toutes les informations pertinentes aux autorités de l'Etat refuge, vers lequel se dirige le navire poursuivi.

Article 4

(Poursuite de navires battant pavillon d'Etats membres de la Commission sous-régionale des pêches)

Lorsque le navire poursuivi bat le pavillon d'un Etat membre de la Commission sous-régionale des pêches, la coopération entre les autorités de l'Etat poursuivant et celles de l'Etat refuge sera faite conformément aux modalités définies dans les protocoles d'application qui auront été signés entre les Parties.

Toutes dispositions utiles seront prises pour que l'Etat partie, membre de la Commission sous-régionale des pêches, dont le navire bat le pavillon soit dûment informé des procédures administratives et juridictionnelles engagées par l'Etat poursuivant.

Article 5

(Poursuite de navires battant pavillon d'Etats non-membres de la Commission sous-régionale des pêches)

Lorsque le navire poursuivi bat le pavillon d'un Etat non-membre de la Commission sous-régionale des pêches et lorsque, selon les informations disponibles, il n'est pas titulaire de licence pour opérer dans les eaux sous juridiction d'un Etat membre de la Commission sous-régionale des pêches, la collaboration entre les autorités de l'Etat poursuivant et celles de l'Etat refuge aura pour objectif l'arraisonnement du navire poursuivi.

Lorsque le navire poursuivi bat le pavillon d'un Etat non-membre de la Commission sous-régionale des pêches et lorsque, selon les informations disponibles, il exerce ses activités dans le cadre d'un accord de pêche, la collaboration entre les autorités de l'Etat poursuivant et celles de l'Etat refuge visera les objectifs définis par les protocoles mentionnés aux articles 9 et 10.

Article 6

(Répartition et couverture des charges résultant de l'exercice du droit de poursuite)

Les protocoles d'application pourront définir les critères et modalités pour la répartition des charges occasionnées par l'exercice du droit de poursuite dans le cadre de la présente convention et pour leur couverture, totale ou partielle, à travers les pénalités prononcées à l'égard des navires poursuivis.

Article 7

(Révisions)

Toute Partie pourra soumettre aux autres Parties, par l'entremise du depositaire et du président en exercice de la Commission sous-régionale des pêches, des propositions d'amendement à la présente convention.

Les amendements seront soumis à la Conférence des Ministres et seront approuvés à l'unanimité des représentants des Parties à la convention. Les amendements entrent en vigueur selon la procédure fixée à l'article 13.

Article 8

(Dénonciation)

La présente convention peut être dénoncée par tout Etat partie par notification au depositaire qui en informe immédiatement les autres Parties. La convention cesse d'être en vigueur à l'égard de cet Etat, six mois après la date de notification de la dénonciation au depositaire.

Article 9

(Modalités de mise en oeuvre de la convention)

La présente convention sera mise en oeuvre par des protocoles d'application bilatéraux ou multilatéraux entre les Parties. Des mesures d'exécution s'appliqueront, selon ces protocoles spécifiques, aux navires exerçant des activités de pêche dans les eaux sous juridiction des Parties.

Article 10

(Négociation des protocoles d'application)

La Commission sous-régionale des pêches sera informée, par l'intermédiaire de son secrétariat permanent, des négociations engagées entre les Parties pour la mise en oeuvre de la présente convention et recevra notification des protocoles bilatéraux ou multilatéraux qui auront été conclus.

Article 11

(Règlement des différends)

Tout différend portant sur l'interprétation et l'application des dispositions de la présente convention sera porté devant la Conférence des Ministres de la Commission sous-régionale des pêches, à moins que les Parties concernées n'aient convenu d'un autre mode de règlement.

Article 12

(Dépositaire)

Le Ministère chargé des relations extérieures de l'Etat abritant le siège de la Commission sous-régionale des pêches est la depositaire de la présente convention. Le depositaire:

- (a) adressera des copies certifiées conformes de la présente convention aux Etats mentionnés dans le Préambule;
- (b) transmettra toute proposition d'amendement de la présente sous-régionale des pêches, conformément à l'article 7;
- (c) informera les Etats visés dans le Preambule;
 1. de la signature de la présente convention et du dépôt des instruments de ratification conformément aux dispositions de l'article 13;
 2. de la date à laquelle la présente convention entre en vigueur en vertu de l'article 13;

3. de tout amendement proposé à la présente convention, ainsi que de tout amendement adopté en vertu de l'article 7.

Article 13

(Signature, ratification et entrée en vigueur)

La présente convention est ouverte à la signature des Etats visés au Préambule de la présente convention, auprès du Gouvernement de l'Etat depositaire jusqu'au 31 décembre 1993. Les Etats qui ont signé la convention peuvent y devenir Parties en déposant un instrument de ratification, conformément à leurs procédures respectives.

La présente convention entre en vigueur, pour tous les Etats qui l'ont ratifiée, à dater du jour où des instruments de ratification ont été déposés par les gouvernements d'au moins quatre des Etats parties à la convention.

La présente convention a été établie en anglais, arabe, français et portugais, les quatre versions faisant également foi.

Fait à Conakry, République de Guinée, le 1^{er} septembre 1993.

Pour le gouvernement de la République du Cap Vert, *Maria Helena Semedo*. — Pour le gouvernement de la République de la Gambie, *Sajo Touray*.

Pour le gouvernement de la République de Guinée, *Ibrahima Sory Sow*. — Pour le gouvernement de la République de Guinée-Bissau, *Eduardo Fernandes*.

Pour le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, *Abdallahi Ould Abdi*. — Pour le gouvernement de la République du Sénégal, *Abdourahmane Sow*.

CONVENÇÃO SOBRE A COOPERAÇÃO SUB-REGIONAL NA PRÁTICA DO DIREITO DE PERSEGUIÇÃO MARÍTIMA

PREÂMBULO

Os Governos da República de Cabo Verde, da República da Gâmbia, da República da Guiné, da República da Guiné-Bissau, da República Islâmica da Mauritânia, da República do Senegal, Adiante, designados, as Partes;

Tendo em vista as disposições pertinentes da Convenção das Nações Unidas sobre o Direito do Mar, de 10 de Dezembro de 1982;

Reafirmando o seu apego aos objectivos da Convenção de 29 de Março de 1985 apoiando a criação da Comissão sub-regional das pescas;

Tendo em conta a adopção, a 14 de Julho de 1993, de uma convenção sobre as condições de acesso e de exploração dos recursos haliêuticos ao largo das costas dos Estados membros da Comissão sub-regional das pescas;

Conscientes da necessidade de uma união dos esforços para uma protecção e vigilância eficazes das águas marítimas dependentes das suas respectivas jurisdições;

Cientes que esta colaboração deverá ser feita, especialmente, através de uma cooperação eficaz das actividades das estruturas encarregadas do acompanhamento, da protecção e da fiscalização das pescas em terra, mar e ar;

Conscientes que esta colaboração trabalha no sentido da realização dos objectivos da Comissão sub regional das pescas, que constitui o quadro natural da co- operação haliêutica entre os Estados da sub região.

Acordam o que se segue:

Artigo primeiro

(Objecto)

A presente convenção tem por objectivo:

- a) estabelecer as regras e modalidades para o reforço da cooperação entre as estruturas responsáveis da fiscalização das pescas dos Estados partes;
- b) definir os princípios gerais que regem o direito de perseguição exercido por qualquer Estado parte, relativamente a qualquer navio que opera nas águas sob jurisdição nacional e que, depois das usuais notificações verificadas infrutuosas, tenta livrar-se através da fuga ao controlo exercido por uma aeronave ou navio ao serviço desse Estado;
- c) estabelecer os princípios fundamentais relativos à cooperação entre as Partes por ocasião do exercício deste direito de perseguição, incluindo o regulamento dos efeitos resultantes do exercício deste direito.

Artigo segundo

(Definição)

Nos termos da presente convenção e dos seus protocolos de aplicação, entende-se por:

- Estado perseguidor: o Estado cujo navio ou aeronave perseguidor arvora a bandeira;
- Estado refúgio: o Estado que se encontra nas águas sob jurisdição do qual se refugia o navio perseguido.

Artigo terceiro

(Princípios relativos ao exercício do direito de perseguição)

Qualquer navio em actividade de pesca nas águas sob jurisdição de um dos Estados Partes à presente convenção pode ser perseguido e aprisionado por um navio ou aeronave deste Estado, para além da sua fronteira marítima, quando depois das usuais notificações vefificarem-se infrutuosas, o dito navio tenta livrar-se ao controlo do Estado perseguidor.

A perseguição deve ser exercida de maneira ininterrupta:

1. sem limite para além do mar territorial;
2. no interior do mar territorial, nos limites acordados pelo protocolo entre as partes respectivas.

O navio e/ou a aeronave perseguidor devem comunicar todas as informações pertinentes às autoridades do Estado refúgio, para o qual se dirige o navio perseguido.

Artigo quarto

(Perseguição de navios arvorando a bandeira dos Estados membros da Comissão sub-regional das pescas)

Quando o navio perseguido arvora a bandeira de um Estado membro da Comissão sub regional das pescas, a cooperação entre as autoridades dos Estado litigante e as do Estado refúgio será feita em conformidade com as modalidades definidas nos protocolos de aplicação que forem assinados entre as Partes.

Todas as disposições úteis serão tomadas para que o Estado Parte, membro da Comissão sub-regional das

pescas, cujo navio arvora a bandeira seja devidamente informado dos procedimentos administrativos e jurisdicionais engajados pelo Estado perseguidor.

Artigo quinto

(Perseguição de navios arvorando a bandeira de Estado não membros da Comissão sub-regional das pescas)

Quando o navio perseguido arvora a bandeira de um Estado não membro da Comissão sub-regional das pescas e quando, segundo as informações disponíveis, ele não é titular de licença para operar nas águas sob jurisdição de um Estado membro da Comissão sub-regional das pescas, a colaboração entre as autoridades do Estado perseguidor e as do Estado refúgio terá por objectivo a inspecção do navio perseguido.

Quando o navio perseguido arvora a bandeira de um Estado não membro da Comissão sub-regional das pescas e quando, segundo as informações disponíveis, ele exerce as suas actividades no quadro de um acordo de pesca, a colaboração entre as autoridades do Estado perseguidor e as do Estado refúgio visará os objectivos definidos pelos protocolos mencionados nos artigos 9 e 10.

Artigo sexto

(Divisão e cobertura dos encargos que resultam do exercício do direito de perseguição)

Os protocolos de aplicação poderão definir os critérios e modalidades para a devisão dos encargos ocasionados pelo exercício do direito de perseguição no quadro da presente convenção e para a respectiva cobertura, total ou parcial, através das penalidades pronunciadas acerca dos navios perseguidos.

Artigo sétimo

(Revisão)

Qualquer Parte poderá submeter às outras Partes, por intermédio do depositário e do presidente em exercício da Comissão sub-regional das pescas, as propostas de emenda da presente convenção.

As emendas serão submetidas à Conferência dos Ministros e serão aprovadas por unanimidade dos representantes das Partes à convenção. As emendas entram em vigor segundo o processo fixado no artigo 13.

Artigo oitavo

(Denúncia)

A presente Convenção pode ser denunciada por qualquer Estado Parte pela notificação ao depósito que por vez informa imediatamente às outras partes. A Convenção deixa de estar em vigor em relação a esse Estado, seis meses depois da data da notificação e da denúncia ao depositário.

Artigo novo

(Modalidades de implementação da Convenção)

A presente Convenção será implementada através dos protocolos de aplicação bilaterais e multilaterais entre as partes. As medidas de execução serão aplicadas, de acordo com as especialidades dos protocolos, aos navios que pescam nas águas sob a jurisdição das Partes.

Artigo décimo

(Negociação dos protocolos de aplicação)

A Comissão sub-regional das pescas será informada, por intermédio do seu Secretário Permanente, das negociações determinadas entre as Partes para a elaboração da presente convenção e receberá notificação dos protocolos bilaterais ou multilaterais que serão concluídos.

Artigo décimo primeiro
(Regulamentos das contestações)

Qualquer contestação que visa a interpretação e a aplicação das disposições da presente convenção será apresentada perante a Conferência dos Ministros da Comissão sub-regional das pescas, a menos que as Partes implicadas tenham estabelecido um outro modo de regulamento.

Artigo décimo segundo
(Depositário)

O Ministro encarregado das relações externas do Estado que acolhe a sede da Comissão sub regional das pescas é o depositário da presente convenção. O depositário:

- a) enviará as cópias certificadas conformes da presente convenção, aos Estados mencionados no Preâmbulo;
- b) transmitirá qualquer proposta de emenda da presente convenção ao presidente em exercício da Comissão sub-regional das pescas, em conformidade com o artigo 7;
- c) informará os Estados visados no Preâmbulo:
 1. da assinatura da presente convenção e do depósito dos instrumentos de ratificação em conformidade com as disposições do artigo 13º;
 2. da data em que a presente convenção entra em vigor em virtude do artigo 13º;
 3. de qualquer emenda proposta pela presente convenção, assim como qualquer outra adoptada em virtude do artigo 7.

Artigo décimo terceiro
(Assinatura, ratificação e entrada em vigor)

A presente convenção está pronta para a assinatura dos Estados visados no Preâmbulo da presente convenção, junto do Governo do Estado depositário até ao dia 31 de Dezembro de 1993. Os Estados que assinaram a convenção podem tornar-se Partes depositando um instrumento de ratificação, em conformidade com os seus processos respectivos.

A presente convenção entra em vigor, para todos os Estados que a ratificaram, a partir do dia em que os instrumentos de ratificação forem depositados pelos Governos, de pelo menos quatro Estados Partes na convenção.

A presente convenção foi feita em inglês, árabe, francês e português, as quatro versões mercendo igualmente crédito.

Pelo Governo da República de Cabo Verde, *Maria Helena Semedo*. — Pelo Governo da República da Gambia, *Sajo Touray*.

Pelo Governo da República da Guiné, *Ibrahima Sory Sow*. — Pelo Governo da República da Guiné-Bissau, *Eduardo Fernandes*.

Pelo Governo da República Islâmica da Mauritânia, *Abdallahi Ould Abdi*. — Pelo Governo da República do Senegal, *Abdourahmane Sow*.

Resolução nº 40/IV/96
de 31 de dezembro

A Assembleia Nacional, vota no uso da faculdade conferida no nº 1 do artigo 191º da Constituição, a seguinte resolução:

Artigo 1º

É constituída uma Comissão Eventual de Acompanhamento do Processo de Reforma do Código Penal vigente integrada pelos seguintes Deputados:

- Mário Ramos Pereira Silva (MPD) — Presidente;
- André Lopes Afonso (MPD);
- Daniel Benoni Rezende Costa (PAICV);
- José Marcos Soares (MPD);
- José Tomás Wahnnon de Carvalho Veiga (MPD);
- Júlio Augusto Pires Almeida (MPD);
- Maria da Glória Silva (MPD);
- Mário Anselmo Couto de Matos (PAICV);
- Ubaldo Lopes (PAICV);

Artigo 2º

São atribuições da Comissão:

- a) acompanhar o processo de discussão do anteprojecto do novo Código Penal;
- b) acompanhar as disposições públicas que no âmbito da reforma do Código Penal vierem a ter lugar no país;
- c) apresentar à Comissão Permanente da Assembleia Nacional relatórios bimestrais sobre o andamento dos trabalhos;
- d) estudar e propor à Assembleia Nacional as soluções técnicas ou políticas da discussão do ante-projecto.

Artigo 3º

A Comissão Permanente da Assembleia Nacional deve enviar a todos os deputados e aos Grupos Parlamentares cópia dos relatórios que lhe forem apresentados pela Comissão Eventual de Acompanhamento da Reforma do Código Penal.

Artigo 4º

O mandato da Comissão termina na data da aprovação do novo Código Penal.

Aprovada em 12 de Dezembro de 1996.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *António do Espírito Santo Fonseca*.

Resolução nº 41/IV/96
de 31 de dezembro

A Assembleia Nacional vota, nos termos da alínea f) do nº 3 do artigo 191º da Constituição da República, a seguinte resolução:

Artigo único

É aprovada a Conta de Gerência da Assembleia Nacional referente ao exercício do ano de 1995, cujo texto se publica em anexo.

Aprovada em 12 de Dezembro de 1996.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *António do Espírito Santo Fonseca*.

CONSELHO ADMINISTRATIVO

Tabela das receitas previstas para 1995

Cap.	Art.	Designação da receitas	Parciais	Totais
		Receitas correntes:		
		Publicações e impressos	300 000\$00	
		Rendimentos diversos	600 000\$00	
		Dotação inscrita no O.G.E.	105 671 486\$00	
		Saldo orçamental	500 000\$00	107 071 486\$00
		Receitas de capital:		
		Rendimento de bens próprios	4 500 000\$00	
		Dotação inscrita no O.G.E.... ..	13 800 000\$00	18 300 000\$00
		Total geral		125 371 486\$00

Conselho Administrativo da Assembleia Nacional, na Praia, 20 de Novembro de 1996.. — O Presidente do Conselho, *Ondenina Maria F. R. Ferreira*. — O Secretário-Geral, por substituição *Gregório Semedo*

CONSELHO ADMINISTRATIVO

Tabela das receitas efectivamente cobradas durante o ano económico de 1995

Designação das receitas	Parciais	Totais
Receitas correntes:		
Publicações e impressos	85 000\$00	
Rendimentos diversos	594 143\$50	
Dotação inscrita no O.G.E.	104 641 486\$40	
Saldo orçamental	484 796\$30	105 805 429\$20
Receitas de capital:		
Rendimento diversos	5 099 001\$70	
Dotação inscrita no O.G.E.	13 950 000\$00	19 049 001\$70
Total geral		124 854 430\$90

Conselho Administrativo da Assembleia Nacional, na Praia, 20 de Novembro de 1996.. — O Presidente do Conselho, *Ondenina Maria F. R. Ferreira*. — O Secretário-Geral, por substituição *Gregório Semedo*

DESENVOLVIMENTO DA TABELA DAS DESPESAS PARA 1995

Classificação	Designação das Despesas	Dotação Orçamental	Nº de ref. da Justif.
Despesas Correntes			
<i>Remunerações certas e permanentes:</i>			
1.2	Pessoal do quadro aprovado por lei	39 850 000\$00	1
1.42	Remunerações do pessoal diverso... ..	7 200 000\$00	2
1.44	Representação... ..	171 486\$00	3
3.	Horas extraordinárias... ..	1 200 000\$00	4
6.	Abonos diversos-numerários	500 000\$00	5
9.	Abonos diversos-telef. indiv.	650 000\$00	6
10	<i>Prestações Directas — Previdência Social:</i>		
10.1	Abono de família	500 000\$000	7
10.2	Encargos com a saúde... ..	250 000\$00	8
13.	Vestuário e artigos pessoais	600 000\$00	9
14.	Deslocações — comp. de encargos	38 350 000\$00	10
<i>Aquisição de bens:</i>			
21.	Bens duradouros — Outros	600 000\$00	11
<i>Bens não duradouros:</i>			
23.	Bens não duradouros — Combustíveis e lubrificantes	1 800 000\$00	12
26.	Bens não duradouros — Consumo da secretaria	1 700 000\$00	13
27.	Bens não duradouros — Outros	2 000 000\$00	14
28.	Aquisição de Serviço — Encargos das instalações	4 000 000\$00	15
30.	Aquisição de Serviço — Transportes e Comunicações	3 200 000\$00	16
31.	Aquisição de Serviço — N/Espec.	4 000 000\$00	17
38	<i>Transferência — Sector público: Serviços autonomos:</i>		
38.3	Sub. ao C. Comun. Social	1 000 000\$00	18
<i>Outras despesas correntes:</i>			
44.4	Seguros de material	3 000 000\$00	19
44.9	Pagamento de Enc. — Evacuações... ..	1 000 000\$00	20
<i>Despesas de capital:</i>			
47.	Investimento — Const. e obras	4 000 000\$00	21
51.	Investimento — Mat. de transporte	2 800 000\$00	22
52.	Investimento — Maq. e equipamentos... ..	7 000 000\$00	23
	Total geral	125 371 486\$00	

TABELA DAS DESPESAS EFECTUADAS DURANTE O ANO ECONÓMICO DE 1995

Classificação	Designação da rubrica	Despesas efectuadas
	Despesas Correntes	
	<i>Remunerações certas e permanentes:</i>	
1.2	Pessoal do quadro aprovado por lei	37 545 860\$10
1.42	Remuneração do pessoal diverso... ..	4 373 657\$50
1.44	Representação... ..	147 494\$80
3.	Horas extraordinárias... ..	2 395 370\$70
6.	Abonos diversos-numerários	507 258\$40
9.	Abonos diversos-telef. indiv.	987 812\$000
10	<i>Prestações Directas — Previdência Social:</i>	
10.1	Abono de família	446 800\$00
10.2	Encargos com a saúde... ..	216 379\$500
13.	Vestuário e artigos pessoais	279 300\$00
14.	Deslocações — comp. de encargos	40 913 093\$00
	<i>Aquisição de bens:</i>	
21.	Bens duradouros — Outros	706 958\$00
	<i>Bens não duradouros:</i>	
23.	Bens não duradouros — Combustíveis e lubrificantes	2 650 598\$00
26.	Bens não duradouros — Consumo da secretaria	1 395 791\$00
27.	Bens não duradouros — Outros	3 336 029\$80
	<i>Aquisição de serviço:</i>	
28.	Aquisição de Serviço — Encargos das instalações	6 061 154\$00
30.	Aquisição de Serviço — Transportes e Comunicações	5 617 887\$50
31.	Aquisição de Serviço — N/Espec.	6 356 463\$60
38	Subsídio ao Conselho Comunicação Social	—\$—
	<i>Outras despesas correntes:</i>	
44.4	Seguros de material	1 267 966\$00
44.9	Pagamento de Enc. — Evacuações... ..	1 105 584\$00
	<i>Despesas de capital:</i>	
52.	Investimento — Maq. e equipamentos... ..	7 965 687\$20
	Total geral	124 295 155\$18

Conselho Administrativo da Assembleia Nacional, na Praia, 20 de Novembro de 1996.. — O Presidente do Conselho, *Ondenina Maria F. R. Ferreira*. — O Secretário-Geral, por substituição *Gregório Semedo*

MAPA COMPROVATIVO DAS RECEITAS PREVISTAS E COBRADAS EM 1995

Designação	Prevista	Cobrada	Para mais	para menos
Receitas correntes:				
Publicações e impressos	300 000\$00	85 000\$00	—\$	215 000\$00
Rendimentos diversos	600 000\$00	594 143\$50	—\$	5 856\$50
Dotação inscrita no O.G.E.	105 671 486\$00	104 641 486\$40	—\$	1 029 999\$60
Saldo orçamental	500 000\$00	484 799\$30	—\$	1 5 200\$70
Receitas de capital:				
Rendimento de bens próprios... ..	4 500 000\$00	5 099 001\$700	599 001\$70	—\$
Dotação inscrita no O.G.E.	13 800 000\$00	13 950 000\$00	150 000\$00	—\$
Total geral	125 371 486\$00	124 854 430\$90	749 001\$70	1 1 266 056\$80

Conselho Administrativo da Assembleia Nacional, na Praia, 20 de Novembro de 1996.. — O Presidente do Conselho, *Ondina Maria F. R. Ferreira*. — O Secretário-Geral, por substituição *Gregório Semedo*

Desenvolvimento das despesas efectuadas e dos saldos em função da previsão por epígrafes orçamentais do orçamento privativo da Assembleia Nacional, para o ano económico de 1995

Designação	Dotação orçamental	Montante do reforço	Montante anulado	Total de retificação	Despesas pagas	Diferença da previsão final
Pessoal do quadro aprovado por lei	39 850 000\$00	—\$	2 050 000\$00	37 800 000\$00	37 545 860\$10	254 139\$90
Remuneração do pessoal diverso	7 200 000\$00	—\$	2 627 000\$00	4 573 000\$00	4 373 657\$50	199 342\$50
Representação	171 486\$00	—\$	—\$	171 486\$00	147 494\$80	23 991\$20
Horas extraordinárias	1 200 000\$00	1 196 000\$00	—\$	2 396 000\$00	2 395 370\$70	629\$30
Abonos diversos numerários	500 000\$00	8 000\$00	—\$	508 000\$00	507 258\$40	741\$60
Abonos diversos telef. individuais	650 000\$00	338 000\$00	—\$	988 000\$00	987 812\$00	188 \$00
Abono de família	500 000\$00	—\$	53 000\$00	447 000\$00	446 800\$00	200\$00
Encargos com a saúde	250 000\$00	—\$	33 000\$00	217 000\$00	216 379\$50	620\$50
Vestuários e artigos pessoais	600 000\$00	—\$	302 000\$00	298 000\$00	297 300\$00	700\$00
Deslocações	38 350 000\$00	2 602 662\$00	—\$	40 952 662\$00	40 913 093\$00	39 569\$00
Bens duradouros-outros	600 000\$00	107 000\$00	—\$	707 000\$00	706 958\$00	42\$00
Combustíveis e lubrificantes	1 800 000\$00	851 000\$00	—\$	2 651 000\$00	2 650 598\$00	402\$00
Consumo de secretaria	1 700 000\$00	—\$	300 000\$00	1 400 000\$00	1 395 791\$00	4 209\$00
Bens não duradouros-outros	2 000 000\$00	1 336 200\$00	—\$	3 336 029\$80	3 336 299\$80	170\$20
Encargos das instalações	4 000 000\$00	2 062 000\$00	—\$	6 062 000\$00	6 061 154\$00	846\$00
Transportes e comunicações	3 200 000\$00	2 418 000\$00	—\$	5 618 000\$00	5 617 887\$50	112\$50
Aquisição de serv. n/especificados .	4 000 000\$00	2 357 000\$00	—\$	6 357 000\$00	6 356 463\$60	536\$40
Subsídio ao cons. comunic. social ...	1 000 000\$00	—\$	482 944\$90	517 055\$10	—\$	517 055\$10
Seguro de material	3 000 000\$00	—\$	1 700 000\$00	1 300 000\$00	1 267 966\$00	32 034\$00
Pagamento de encarg.-evacuação ..	1 000 000\$00	105 593\$00	—\$	1 105 593\$00	1 105 584\$00	9\$00
Investimentos constr. de obras	4 000 000\$00	—\$	4 000 000\$00	—\$	—\$	—\$
Investimentos-material de transp.	2 800 000\$00	—\$	2 800 000\$00	—\$	—\$	—\$
Maquinaria e equipamento	7 000 000\$00	966 489\$90	—\$	7 966 489\$90	7 965 697\$20	792\$70
Totais	125 371 486\$00	14 347 944\$90	14 347 944\$90	125 371 486\$00	124 295 155\$10	

Conselho Administrativo da Assembleia Nacional, na Praia, 20 de Novembro de 1996.. — O Presidente do Conselho, *Ondina Maria F. R. Ferreira*. — O Secretário-Geral, por substituição *Gregório Semedo*

Mapa das receitas cobradas e despesas pagas no decorrer do ano económico de 1995 pelo orçamento privativo da Assembleia Nacional

	Receitas		Despesas	
	Importância		Importância	
	Parciais	Totais	Parciais	Totais
Correntes:				
Publicidades e impressos	85 000\$00		Vencimentos e salários	37 545 860\$10
Rendimentos diversos	594 143\$50		Outras remuneração	9 372 072\$90
Dotação inscrita no O.G.E.	104 641 486\$40		Deslocações	40 913 093\$00
Saldo orçamental	484 799\$50	105 805 429\$20	Bens duradouros... ..	706 958\$00
			Bens não duradouros... ..	7 382 418\$80
Capital:			Aquisições de serviços	18 035 505\$10
Rendimento de bens patrimoniais... ..	5 099 001\$70		Outras despesas correntes	2 373 580\$00
Dotação Inscrita no O.G.E.	13 950 000\$00	19 049 011\$70	Despesas de capital	7 965 697\$20
Soma total		124 854 430\$90	Saldo que transita	559 275\$80
			TOTAL	124 854 430\$90

Conselho Administrativo da Assembleia Nacional, na Praia, 20 de Novembro de 1996.. — O Presidente do Conselho, *Onдина Maria F. R. Ferreira*. — O Secretário-Geral, por substituição *Gregório Se-medo*

Resolução nº 42/IV/96

de 31 de dezembro

A Assembleia Nacional vota, nos termos da alínea f) do nº 3 do artigo 191º da Constituição, a seguinte resolução:

Artigo único

É deferido o pedido de suspensão temporária de mandato do Deputado Eurico Correia Monteiro, eleito na lista do PCD, pelo Círculo Eleitoral da Praia, por um período de três meses.

Aprovado em 12 de Dezembro de 1996.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *António do Espírito Santo Fonseca*.

—oço—

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO, CIÊNCIA E CULTURA, MINISTÉRIO DA COORDENAÇÃO ECONÓMICA E GABINETE MINISTRO ADJUNTO DO PRIMEIRO MINISTRO

Portaria nº 54/96

de 31 de dezembro

Convindo ao abrigo do nº 3 do artigo 2º do Decreto-Lei nº 69/95, de 20 de Novembro, criar a Escola Secundária.

Manda o Governo da República de Cabo Verde, pelos Ministros da Educação, Ciência e Cultura, da Coordenação Económica e Adjunto do Primeiro Ministro, o seguinte:

Artigo 1º

É criada a Escola Secundária da Vila do Porto Novo, denominada "Escola Secundária do Concelho do Porto Novo" adiante designada Escola Secundária.

Artigo 2º

Na Escola Secundária funciona a via geral do ensino secundário.

Artigo 3º

O quadro de pessoal da Escola Secundária é o constante do quadro anexo.

Artigo 4º

O presente diploma entra em vigor com efeitos a partir de 1 de Janeiro de 1997.

Gabinetes dos Ministros da Educação, Ciência e Cultura, da Coordenação Económica e Adjunto do Primeiro Ministro, na Praia aos 31 de Dezembro de 1996. — *José Luís Livramento Monteiro* — *António Gualberto do Rosário* — *José António dos Reis*.

Quadro de pessoal docente

Escola Secundária do Porto Novo - Santo Antão

Categoria	Número de Professores
Professor de ensino secundário adjunto -referência 11	10
Professor de ensino secundário -referência 13	20
Professor de ensino secundário de primeira -referência 14	8
Total	38

Portaria nº 55/96

de 31 de Dezembro

Convindo ao abrigo do nº 3 do artigo 2º do Decreto-Lei nº 69/95, de 20 de Novembro, criar a Escola Secundária.

Manda o Governo da República de Cabo Verde, pelos Ministros da Educação, Ciência e Cultura, da Coordenação Económica e Adjunto do Primeiro Ministro, o seguinte:

Artigo 1º

É criada a Escola Secundária da Vila do Tarrafal, denominada "Escola Secundária do Concelho do Tarrafal" adiante designada Escola Secundária.

Artigo 2º

Na Escola Secundária funciona a via geral do ensino secundário.

Artigo 3º

O quadro de pessoal da Escola Secundária é o constante do quadro anexo.

Artigo 4º

O presente diploma entra em vigor com efeitos a partir de 1 de Janeiro de 1997.

Gabinete dos Ministros da Educação, Ciência e Cultura, da Coordenação Económica e Adjunto do Primeiro Ministro, na Praia aos 31 de Dezembro de 1996. — *José Luís Livramento Monteiro* — *António Gualberto do Rosário* — *José António dos Reis*.

Quadro de pessoal docente

Escola Secundária do Tarrafal - Santiago

Categoria	Número de Professores
Professor de ensino secundário adjunto -referência 11	10
Professor de ensino secundário -referência 13	30
Professor de ensino secundário de primeira -referência 14	8
Total	48

Portaria nº 56/96

de 31 de Dezembro

Convindo ao abrigo do nº 3 do artigo 2º do Decreto-Lei nº 69/95, de 20 de Novembro, criar a Escola Secundária.

Manda o Governo da República de Cabo Verde, pelos Ministros da Educação, Ciência e Cultura, da Coordenação Económica e Adjunto do Primeiro Ministro, o seguinte:

Artigo 1º

É criada a Escola Secundária do Concelho de Santa Cruz, denominada "Escola Secundária do Concelho de Santa Cruz" sita em Pedra Badejo, adiante designada Escola Secundária.

Artigo 2º

Na Escola Secundária funciona a via geral do ensino secundário.

Artigo 3º

O quadro de pessoal da Escola Secundária é o constante do quadro anexo.

Artigo 4º

O presente diploma entra em vigor com efeitos a partir de 1 de Janeiro de 1997.

Gabinetes dos Ministros da Educação, Ciência e Cultura, da Coordenação Económica e Adjunto do Primeiro Ministro, na Praia aos 31 de Dezembro de 1996. — *José Luís Livramento Monteiro — António Gualberto do Rosário — José António dos Reis.*

Quadro de pessoal docente**Escola Secundária de Santa Cruz - Santiago**

Categoria	Número de Professores
Professor de ensino secundário adjunto -referência 11	11
Professor de ensino secundário -referência 13	32
Professor de ensino secundário de primeira -referência 14	7
Total	50